



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CORRÈZE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°19-2016-043

PUBLIÉ LE 25 OCTOBRE 2016

Sommaire

Direction départementale des finances publiques de la Corrèze

19-2016-09-02-002 - Délégation du responsable du SIE de Brive la Gaillarde en matière de contentieux et gracieux fiscal (4 pages)

Page 3

Préfecture - Mission de coordination interministérielle

19-2016-10-21-001 - Décision portant délégation de signature. Maison d'arrêt de Tulle (7 pages)

Page 8

Direction départementale des finances publiques de la
Corrèze

19-2016-09-02-002

Délégation du responsable du SIE de Brive la Gaillarde en
matière de contentieux et gracieux fiscal

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES
DE LA CORREZE

SERVICE DES IMPÔTS DES ENTREPRISES de BRIVE-LA-GAILLARDE

DELEGATION DE SIGNATURE EN MATIERE DE CONTENTIEUX ET DE GRACIEUX FISCAL

Le comptable, responsable du service des impôts des entreprises de Brive-La-Gaillarde ;

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L. 257A et R* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Arrête :

Article 1^{er}

Délégation de signature est donnée à M. MERMET Jean Georges, inspecteur divisionnaire des finances publiques, à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 60 000 € ;
- 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 60 000 € ;
- 3°) les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale, sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;
- 4°) les décisions sur les demandes de remboursement de crédit de TVA, dans la limite de 100 000 € par demande ;
- 5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;
- 6°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;
- 7°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,
 - a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder cinq mois et porter sur une somme supérieure à 15 000 € ;
 - b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;
 - c) tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 2

Délégation de signature est donnée à Mme Marie-Paule GUERIN, inspectrice des finances publiques, à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 15 000 € ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 15 000 € ;

3°) les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale, sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;

4°) les décisions sur les demandes de remboursement de crédit de TVA, dans la limite de 100 000 € par demande ;

5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;

6°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

7°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,

a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder cinq mois et porter sur une somme supérieure à 15 000 € ;

b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;

c) tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 3

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

3°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

4°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

5°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

aux agents désignés ci-après :

| Nom et prénom des agents | grade | Limite des décisions contentieuses | Limite des décisions gracieuses | Durée maximale des délais de paiement | Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé |
|--------------------------|------------------------------|------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------------|---|
| BAYLE Nicole | contrôleuse p ^{alé} | 10 000 € | 10 000 € | 5 mois | 4 999 euros |
| BOUYOUX Françoise | contrôleuse p ^{alé} | 10 000 € | 10 000 € | 5 mois | 4 999 euros |
| COURNIL Christophe | contrôleur p ^{al} | 10 000 € | 10 000 € | 5 mois | 4 999 euros |
| CUEILLE Fernande | contrôleuse p ^{alé} | 10 000 € | 10 000 € | 5 mois | 4 999 euros |
| DUMOND Christiane | contrôleuse p ^{alé} | 10 000 € | 10 000 € | 5 mois | 4 999 euros |
| FERNANDO Agnès | contrôleuse p ^{alé} | 10 000 € | 10 000 € | 5 mois | 4 999 euros |
| GAYERIE Jean-Claude | contrôleur p ^{al} | 10 000 € | 10 000 € | 5 mois | 4 999 euros |
| MAGE Sophie | contrôleuse | 10 000 € | 10 000 € | 5 mois | 4 999 euros |
| NAILLER Anne-Marie | contrôleuse p ^{alé} | 10 000 € | 10 000 € | 5 mois | 4 999 euros |
| NIGGLI Danièle | contrôleuse | 10 000 € | 10 000 € | 5 mois | 4 999 euros |
| PERQUE Yvette | contrôleuse p ^{alé} | 10 000 € | 10 000 € | 5 mois | 4 999 euros |
| REYNAUD Christiane | contrôleuse p ^{alé} | 10 000 € | 10 000 € | 5 mois | 4 999 euros |
| SERAUDIE Lydie | contrôleuse p ^{alé} | 10 000 € | 10 000 € | 5 mois | 4 999 euros |
| TEIXEIRA Brigitte | contrôleuse p ^{alé} | 10 000 € | 10 000 € | 5 mois | 4 999 euros |
| VERLHAC Eric | contrôleur | 10 000 € | 10 000 € | 5 mois | 4 999 euros |
| BLANCHARD Laurence | Agente adm. p ^{alé} | 2 000 € | 2 000 € | 5 mois | 4 999 euros |
| BOULEGROUH Leila | Agente adm. | 2 000 € | 2 000 € | 5 mois | 4 999 euros |
| BURNOG Dominique | Agente adm. p ^{alé} | 2 000 € | 2 000 € | 5 mois | 4 999 euros |
| CREMOUX Chantal | Agente adm. p ^{alé} | 2 000 € | 2 000 € | 5 mois | 4 999 euros |
| DELCOMBEL Martine | Agente adm. p ^{alé} | 2 000 € | 2 000 € | 5 mois | 4 999 euros |
| FOUILLADE Sébastien | Agent adm. | 2 000 € | 2 000 € | 5 mois | 4 999 euros |
| MALAGNOUX Josiane | Agente adm. p ^{alé} | 2 000 € | 2 000 € | 5 mois | 4 999 euros |
| ORLIANGES Marie-Hélène | Agente adm. p ^{alé} | 2 000 € | 2 000 € | 5 mois | 4 999 euros |
| REYNAL Dominique | Agente adm. p ^{alé} | 2 000 € | 2 000 € | 5 mois | 4 999 euros |
| RODOLPHE Josiane | Agente adm. p ^{alé} | 2 000 € | 2 000 € | 5 mois | 4 999 euros |

Article 4

Le présent arrêté prend effet le septembre 2016 et sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Corrèze.

A BRIVE-la-Gaillarde, le 2 septembre 2016
Le Chef de service comptable, responsable du SIE de Brive,

Jean-Luc BUATIER
Inspecteur divisionnaire hors classe des finances publiques

Préfecture - Mission de coordination interministérielle

19-2016-10-21-001

Décision portant délégation de signature. Maison d'arrêt de
Tulle



DIRECTION DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE
DIRECTION INTERRÉGIONALE DES SERVICES PÉNITENTIAIRES DE BORDEAUX

Etablissement : MA TULLE
Décision Portant Délégation

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles R57-6-24, R57-7-5

Vu l'article 7 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978

Vu l'article 30 du décret n°2005-1755 du 30 décembre 2005

Vu l'arrêté du ministre de la justice en date du 29 juillet 2016 nommant **Monsieur MORISSET Gérard** en qualité de **chef d'établissement** de la Maison d'arrêt de TULLE.

Article 1 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à **Monsieur SERRE Gilles, Capitaine pénitentiaire, adjoint au Chef d'établissement**, pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 2 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à **Madame COULON Carine, Major pénitentiaire**, pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 3 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à **Monsieur ROUSEYROL Jean-Luc, Premier surveillant pénitentiaire**, pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 4 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à **Monsieur LEGRAND Philippe, Premier surveillant pénitentiaire**, pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 5 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à **Monsieur DRUENNE Jérôme, Premier surveillant pénitentiaire**, pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

A TULLE le 21 Octobre 2016

Le Chef d'établissement
MORISSET Gérard

Décisions du Chef d'établissement pouvant faire l'objet d'une délégation de signature en vertu des dispositions du code de procédure pénale (R.57-6-24 ; R.57-7-5)

Déléataires possibles :

- 1 : adjoint au chef d'établissement
- 2 : directeurs des services pénitentiaires et autres catégories A : attachés...
- 3 : personnels de commandement (lieutenants, capitaines, commandants)
- 4 : majors et 1ers surveillants

* Décret 2013-368 du 30 avril 2013 – Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP –

| Décisions concernées | Articles | 1 | 2 | 3 | 4 |
|---|---|---|---|---|---|
| Organisation de l'établissement | | | | | |
| Elaboration et adaptation du règlement intérieur type | R. 57-6-18 | X | X | X | |
| Autorisation de visiter l'établissement pénitentiaire | R. 57-6-24 D. 277 | X | X | X | |
| Détermination des modalités d'organisation du service des agents | D. 276 | X | X | X | |
| Vie en détention | | | | | |
| Elaboration du parcours d'exécution de la peine | 717-1 | X | X | X | |
| Désignation des membres de la CPU | D.90 | X | X | X | |
| Mesures d'affectation des personnes détenues en cellule | R. 57-6-24 | X | X | X | X |
| Définition des modalités de prise en charge individualisée des personnes détenues | D. 92 | X | X | X | |
| Désignation des personnes détenues à placer ensemble en cellule | D.93 | X | X | X | X |
| Suspension de l'encellulement individuel d'une personne détenue | D.94 | X | X | X | X |
| Affectation des personnes détenues malades dans des cellules situées à proximité de l'UCSA | D. 370 | X | X | X | X |
| Désignation des personnes détenues autorisées à participer à des activités | D. 446 | X | X | X | |
| Destination à donner aux aménagements faits par une personne détenue dans sa cellule, en cas de changement de cellule, de transfert ou de libération (ancien D.449) | * Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 46 RI type | x | x | x | |
| Décision en cas de recours gracieux des personnes détenues, requêtes ou plaintes (ancien D.259) | * Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 34 RI type | x | x | x | |
| Interdiction du port de vêtements personnels par une personne détenue (pour raisons d'ordre, sécurité, d'hygiène) | * Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 10 RI type | x | x | x | |
| Opposition à la désignation d'un aidant | R. 57-8-6 | X | X | X | |
| Mesures de contrôle et de sécurité | | | | | |
| Appel aux forces de l'ordre pour assurer le maintien de l'ordre et de la sécurité | D. 266 | X | X | X | |
| Utilisation des armes dans les locaux de détention | D. 267 | X | X | X | |

| | | | | | |
|--|--|--|---|---|---|
| Retrait à une personne détenue pour des raisons de sécurité, d'objets, substances, médicaments, outils dangereux ou vêtements lui appartenant et pouvant permettre un suicide, une agression ou une évasion (ancien D.273) | | * Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 5 RI type+ Art 14 RI type | X | X | X |
| Retrait à une personne détenue pour des raisons d'ordre et de sécurité de matériels et appareillages médicaux | | Art 14 RI type | X | X | X |
| Contrôle et Retenue d'équipement informatique (ancien D. 449-1) | | * Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 19 RI type | X | X | X |
| Interdiction pour une personne détenue de participer aux activités sportives pour des raisons d'ordre et de sécurité (ancien D. 459-3) | | * Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 20 RI type | X | X | X |
| Décision de procéder à la fouille des personnes détenues | | R. 57-7-79 | X | X | X |
| Demande d'investigation corporelle interne adressée au procureur de la République | | R. 57-7-82 | X | X | X |
| Utilisation des menottes ou des entraves à l'occasion d'un transfert ou d'une extraction (ancien D.283-4) | | * Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 7 III RI type | X | X | X |
| Utilisation des moyens de contrainte à l'encontre d'une personne détenue (ancien D.283-3) | | * Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 7 III RI type | x | x | x |
| Constitution de l'escorte des personnes détenues faisant l'objet d'un transfert administratif | | D. 308 | X | X | X |
| Décision de mise en œuvre des mesures de contrôle, pour des motifs de sécurité, des personnes accédant à l'établissement pénitentiaire | | R.57-6-24, al 3, 5° | X | X | X |
| Discipline | | | | | |
| Placement à titre préventif en cellule disciplinaire ainsi qu'en cellule de confinement | | R.57-7-18 | X | X | X |
| Suspension à titre préventif de l'activité professionnelle | | R.57-7-22 | X | X | X |
| Engagement des poursuites disciplinaires | | R.57-7-15 | X | X | X |
| Présidence de la commission de discipline | | R.57-7-6 | X | X | X |
| Elaboration du tableau de roulement des assessseurs extérieurs | | R. 57-7-12 | X | X | X |
| Demande de retrait de l'habilitation d'un assesseur extérieur | | D. 250 | X | X | X |
| Désignation des membres assessseurs de la commission de discipline | | R. 57-7-8 | X | X | X |
| Prononcé des sanctions disciplinaires | | R.57-7-7 | X | X | X |
| Ordonner et révoquer le sursis à exécution des sanctions disciplinaires | | R. 57-7-54 à R. 57-7-59 | X | X | X |
| Dispense d'exécution, suspension ou fractionnement des sanctions | | R.57-7-60 | X | X | X |
| Désignation d'un interprète-pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française | | R.57-7-25 | X | X | X |
| Isolément | | | | | |
| Désignation d'un interprète-pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française | | R.57-7-64 | x | x | x |
| Autorisation pour une personne détenue placée à l'isolement de participer à une activité organisée pour les détenus soumis au régime de détention ordinaire | | R. 57-7-62 | X | X | X |
| Autorisation pour un détenu placé à l'isolement de participer aux offices célébrés en détention | | *Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 7 RI type | x | x | x |

| | | | | |
|--|---|---|---|---|
| Autorisation pour une personne détenue placée à l'isolement de participer à une activité commune aux personnes placées au quartier d'isolement | R. 57-7-62 | X | X | X |
| Décision de ne pas communiquer les informations ou documents de la procédure d'isolement de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes ou des établissements pénitentiaires | R. 57-7-64 | X | X | X |
| Proposition de prolongation de la mesure d'isolement | R. 57-7-64 R. 57-7-70 | X | X | X |
| Rédaction du rapport motivé accompagnant la proposition de prolongation de la mesure d'isolement | R. 57-7-67 R. 57-7-70 | X | X | X |
| Placement provisoire à l'isolement des personnes détenues en cas d'urgence | R. 57-7-65 | X | X | X |
| Placement initial des personnes détenues à l'isolement et premier renouvellement de la mesure | R. 57-7-66 R. 57-7-70 R. 57-7-74 | X | X | X |
| Levée de la mesure d'isolement | R. 57-7-72 R. 57-7-76 | X | X | X |
| Mineurs | | | | |
| Présence de l'équipe pluridisciplinaire assurant le suivi individuel du mineur | D. 514 | X | X | X |
| Placement en cellule la nuit, à titre exceptionnel, d'une personne mineure avec une personne détenue de son âge soit pour motif médical, soit en raison de sa personnalité | R. 57-9-12 | X | X | X |
| Autorisation, à titre exceptionnel, de la participation d'une personne mineure aux activités organisées dans l'établissement pénitentiaire avec des personnes majeures | R. 57-9-17 D. 518-1 | X | X | X |
| Proposition, à titre exceptionnel, d'une activité de travail à une personne mineure âgée de 16 ans et plus | D. 517-1 | X | X | X |
| Mise en œuvre d'une mesure de protection individuelle | D. 520 | X | X | X |
| Gestion du patrimoine des personnes détenues | | | | |
| Fixation de la somme que les personnes détenues placées en semi-liberté ou bénéficiant d'un placement extérieur, d'un placement sous surveillance électronique ou d'une permission de sortir, sont autorisés à détenir | D. 122 | X | X | X |
| Autorisation pour les condamnés d'opérer un versement à l'extérieur depuis la part disponible de leur compte nominatif | D. 330 | X | X | X |
| Autorisation pour les personnes détenues d'envoyer à leur famille, des sommes figurant sur leur part disponible(ancien D. 421) | * Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 30 RI type | X | X | X |
| Autorisation pour une personne détenue hospitalisée de détenir une somme d'argent provenant de la part disponible de son compte nominatif (ancien D. 395) | * Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 14 II RI type | X | X | X |
| Autorisation pour les personnes détenues de recevoir des subsides de personnes non titulaires d'un permis permanent de visite (ancien D. 422) | * Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 30 RI type | X | X | X |
| Autorisation pour une personne condamnée à recevoir des subsides pour une dépense justifiée par un intérêt particulier | * Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 30 RI type | | | |
| Retenu sur la part disponible du compte nominatif des personnes détenues en réparation de dommages matériels causés | D. 332 | X | X | X |
| Refus de prise en charge d'objets ou de bijoux dont sont porteurs les détenus à leur entrée dans un établissement pénitentiaire (ancien D. 337) | * Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 24 III RI type | X | X | X |

| | | | | | |
|--|--|--|---|---|---|
| Autorisation de remise ou d'expédition à un tiers, désigné par la personne détenue, d'objets lui appartenant (ancien D. 340) | | *Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 24 III RI type | X | X | X |
| Achats | | | | | |
| Fixation des prix pratiqués en cantine (ancien D. 344) | | * Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 25 RI type | X | X | X |
| Refus opposé à une personne détenue de procéder à des achats en cantine (ancien D. 343) | | *Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 25 RI type | X | X | X |
| Refus opposé à une personne détenue de se procurer un récepteur téléphonique ou un téléviseur individuel (ancien D. 444) | | *Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 19 IV RI type | X | X | X |
| Refus opposé à une personne détenue de se procurer un équipement informatique (ancien D. 449-1) | | *Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 19 RI type | X | X | X |
| Relations avec les collaborateurs du SPP | | | | | |
| Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire des personnels hospitaliers non titulaires d'une habilitation | | D. 389 | X | X | X |
| Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire aux personnes intervenant dans le cadre d'actions de prévention et d'éducation pour la santé | | D. 390 | X | X | X |
| Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire aux personnels des structures spécialisées de soins intervenant dans le cadre de la prise en charge globale des personnes présentant une dépendance à un produit licite ou illicite | | D. 390-1 | X | X | X |
| Suspension de l'habilitation d'un personnel hospitalier de la compétence du chef d'établissement | | D. 388 | X | X | X |
| Autorisation donnée pour des personnes extérieures d'animer des activités pour les détenus | | D. 446 | X | X | X |
| Instruction des demandes d'agrément en qualité de mandataire et proposition à la DISP | | R. 57-6-14 | X | X | X |
| Suspension provisoire, en cas d'urgence, de l'agrément d'un mandataire agréé et proposition de retrait de l'agrément | | R. 57-6-16 | X | X | X |
| Fixation des jours et horaires d'intervention des visiteurs de prison (ancien D. 476) | | * Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 33 RI type | X | X | X |
| Suspension de l'agrément d'un visiteur de prison en cas d'urgence et pour des motifs graves | | D. 473 | X | X | X |
| Organisation de l'assistance spirituelle | | | | | |
| Détermination des jours, horaires et lieux de tenue des offices religieux | | R. 57-9-5 | X | X | X |

| | | | | |
|--|--|---|---|---|
| Désignation d'un local permettant les entretiens avec l'aumônier des personnes détenues sanctionnées de cellule disciplinaire | R. 57-9-6 | X | X | X |
| Autorisation de recevoir et conserver les objets de pratique religieuse et les livres nécessaires à la vie spirituelle sous réserve des nécessités liées à la sécurité et au bon ordre de l'établissement | R. 57-9-7 | X | X | X |
| Autorisation pour des ministres du culte extérieurs de célébrer des offices ou prêches | D. 439-4 | X | X | X |
| Visites, correspondance, téléphone | | | | |
| Délivrance des permis de communiquer aux avocats dans les autres cas que ceux mentionnés à l'alinéa 1 de l'article R. 57-6-5 | R. 57-6-5 | X | X | X |
| Délivrance, refus, suspension, retrait des permis de visite des condamnés, y compris lorsque le visiteur est un auxiliaire de justice ou un officier ministériel | R. 57-8-10 | X | X | X |
| Délivrance, refus, suspension, retrait des permis de communiquer aux officiers ministériels et auxiliaires de justice autres que les avocats (ancien D. 411) | * Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 28 RI type | X | X | X |
| Décision que les visites auront lieu dans un parloir avec dispositif de séparation | R. 57-8-12 | X | X | X |
| Retenue de correspondance écrite, tant reçue qu'expédiée | R. 57-8-19 | X | X | X |
| Autorisation- refus-suspension-retrait de l'accès au téléphone pour les personnes détenues condamnées | R. 57-8-23 | X | X | X |
| Entrée et sortie d'objets | | | | |
| Autorisation d'entrée ou de sortie de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques | D. 274 | X | X | X |
| Notification à l'expéditeur ou à la personne détenue du caractère non autorisé de la réception ou de l'envoi d'un objet (ancien D. 430) | *Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 32 I RI type | X | X | X |
| Autorisation de recevoir des objets ou colis par dépôt à l'établissement pénitentiaire en dehors des visites, ou par voie postale pour les personnes détenues ne recevant pas de visite. (ancien D. 431) | * Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 32 II RI type | X | X | X |
| Autorisation de recevoir par dépôt à l'établissement pénitentiaire en dehors des visites, des publications écrites et audiovisuelles (ancien D. 443-2) | *Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 19 III RI type | X | X | X |
| Activités | | | | |
| Interdiction d'accéder à une publication écrite-audiovisuelle contenant des menaces graves contre la sécurité des personnes et des établissements ou des propos ou signes injurieux ou diffamatoires à l'encontre des agents et collaborateurs du service public pénitentiaire ou des personnes détenues | R. 57-9-8 | X | X | X |
| Administratif | | | | |
| Autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale (ancien D. 436-2) | *Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 17 RI type+ Art 18 RI type | X | X | X |
| Refus opposé à une personne détenue de se présenter aux épreuves écrites ou orales d'un examen organisé dans l'établissement | D. 436-3 | X | X | X |
| Signature d'un acte d'engagement concernant l'activité professionnelle des personnes détenues | R. 57-9-2 | X | X | X |
| Autorisation pour les personnes détenues de travailler pour leur propre compte ou pour des associations | D. 432-3 | X | X | X |
| Déclassement ou suspension d'un emploi | D. 432-4 | X | X | X |
| Certification conforme de copies de pièces et légalisation de signature | D. 154 | X | X | X |

| Divers | | | | | | |
|--|------------------------------|---|---|---|---|---|
| Réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur | D.124 | X | X | X | | |
| Modification, sur autorisation du JAP, des horaires d'entrée et de sortie en cas de placement sous surveillance électronique, semi-liberté, placement extérieur et permission de sortir | 712-8 D. 147-30 | X | X | X | X | X |
| Retrait, en cas d'urgence, et notification de la décision de retrait, de la mesure de surveillance électronique de fin de peine et réintégration du condamné | D. 147-30-47 D. 147-30-49 | X | X | X | X | X |
| Habilitation spéciale des agents des greffes, major et premiers surveillants afin d'accéder au FIJAIS et d'enregistrer les dates d'écrou, de libération et l'adresse déclarée de la personne libérée | 706-53-7 | X | X | X | X | X |
| Modification, sur autorisation du juge d'instruction, des horaires de l'ARSE | D. 32-17 | X | X | X | X | X |

Fait à TULLE, le 21 Octobre 2016

Le chef d'établissement
MORISSET Gérard

